

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES, le
21/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MOULINS SOUFFLET

7 quai de l'Apport Paris
91100 Corbeil-Essonnes

Références : D2023 -
Code AIOT : 0006503979

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2023 dans l'établissement MOULINS SOUFFLET implanté 7, quai de l'Apport Paris Place Galignani 91100 Corbeil-Essonnes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MOULINS SOUFFLET
- 7, quai de l'Apport Paris Place Galignani 91100 Corbeil-Essonnes
- Code AIOT : 0006503979
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société MOULINS SOUFFLET exploite des installations liées à son activité de meunerie (moulin, unité de moulinage, silos à grain, entrepôt de stockage, ...) sur 2 secteurs reliés par une passerelle aérienne et une passerelle souterraine de transport de grains / farines sur la commune de Corbeil-Essonnes.

Le site constitué par le secteur Sud et le secteur Nord a fait l'objet de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 novembre 2000, l'exploitation sur le secteur Sud ayant été initiée avant 1880.

Le 26 avril 2021, l'exploitant notifie la cessation d'activité de l'ensemble du secteur Sud (passerelle et souterrain compris). L'ensemble de l'activité est désormais concentrée sur le secteur Nord et

réduit d'environ 30 % la capacité de production actuelle. La capacité d'écrasement passe de 1350 t/j à 900 t/j et le stockage en silos passera de 91 000 m³ à 82 000 m³.

L'objet de l'inspection porte sur la cessation de l'activité du secteur sud (ancien moulin) et la vérification de la mise en sécurité du site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation du secteur sud / Mise en sécurité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Evacuation ou élimination des produits dangereux / gestion des déchets	Code de l'environnement du 12/06/2023, article R.512-66-1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	La suppression des risques d'incendie et d'explosion	Code de l'environnement du 09/06/2023, article R.512-66-1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Par courrier du 27 avril 2021, l'exploitant a notifié la cessation d'activité du secteur du sud de son installation Moulins Soufflet à Corbeil-Essonnes. Ce document comportait :

- une étude historique du site et du secteur sud,
- une description des installations actuelles du secteur sud,
- le phasage des opérations liées à la cessation (vidange des silos, déménagement de l'atelier, coupure réseaux, démolition de la passerelle aérienne et bouchage du bandeau souterrain sous voirie selon avis de la commune, nettoyage, démontage et surveillance),
- une analyse de sensibilité environnementale,
- les modalités de tri des déchets,
- les résultats d'investigation du sous-sol,
- l'interprétation de l'état des milieux et le schéma conceptuel associé. Les pollutions sont faibles à modérées et sont compatibles à un usage industriel ou artisanal tant que l'enrobé / la dalle béton sont maintenus.

Le rapport de la DRIEAT en date du 7 mai 2021 (D2021-0554) a donné lieu au récépissé de notification de cessation d'activité n°PREF.DRIEAT.2021-0013 en date du 10 mai 2023.

Par courrier du 23 mars 2023, l'exploitant informait l'inspection de l'arrêt définitif du moulin du secteur sud le 7 février 2023.

L'inspection s'est rendue sur le site le 12 juin 2023. Il a été constaté que la mise en sécurité du site n'était pas totalement achevée.

La visite en date du 14 décembre 2023 avait pour objet de faire le point sur la mise en sécurité du secteur sud du site Moulins Soufflet à Corbeil-Essonnes. Les éléments présentés et constatés lors de la visite répondent aux exigences de l'article R. 512-66-1 du Code de l'environnement.

La mise en sécurité du secteur sud de l'installation Moulins Soufflet à Corbeil-Essonnes est donc finalisée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Évacuation ou élimination des produits dangereux / gestion des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/06/2023, article R.512-66-1

Thème(s) : Risques chroniques, Évacuation ou élimination des produits dangereux / gestion des déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 09/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 13/06/2023

Prescription contrôlée :

Conformément à l'article R.512-66-1 du Code de l'Environnement, les mesures de mise en sécurité comprennent :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et "la gestion" des déchets présents sur le site.

Constats :

Lors de la visite du 12/06/2023, l'inspection avait constaté la présence :

- 2 cuves de fioul (une pour le système de sprinklage et l'autre pour le groupe électrogène) ni inertées, ni dégazées.
- la présence de compresseurs et de système de climatisation dont les fluides étaient toujours présents
- Présence de fûts d'huiles et de lubrifiants dans l'atelier de maintenance

Ces éléments n'avaient pas permis à l'inspection d'acter la mise en sécurité du secteur sud de l'installation.

Le 14 décembre 2023, l'inspection s'est rendue sur le site et a pu constater l'élimination de l'ensemble des éléments cités précédemment.

L'exploitant a présenté les certificats de dégazage des 2 cuves de fioul édités par la société Assainissement Francilien en date du 5 juillet 2023 et du 30 octobre 2023.

Il a également transmis les fiches de suivi des opérations de retrait des fluides dans l'ensemble des installations frigorifiques.

Il déclare que l'ensemble des fûts d'huiles et de lubrifiants ont été stockés dans l'atelier de maintenance du secteur nord. Lors de la visite, l'inspection a constaté que les fûts n'étaient plus présents dans l'atelier du secteur sud.

Il présente également le certificat de destruction des bouteilles de gaz extinction CO2 (5 bouteilles) et des bouteilles agro (19 bouteilles) réalisé par la société EFMT à Corneilles en Parisis le 23 novembre 2023 (certificat n°23.11.205).

L'évacuation ou l'élimination de l'ensemble des produits dangereux a été constaté sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : La suppression des risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/06/2023, article R.512-66-1
Thème(s) : Risques accidentels, La suppression des risques d'incendie et d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 09/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 13/06/2023
Prescription contrôlée : Conformément à l'article R.512-66-1 du Code de l'Environnement, les mesures de mise en sécurité comprend : - La suppression des risques d'incendie et d'explosion
Constats : Le 14 décembre 2023, l'exploitant a indiqué que : Alimentation électrique : La déconnexion entre le secteur sud à l'arrêt et le secteur Nord en activité sera effective le 19 décembre 2023. Pour autant, une installation électrique basse tension est en cours d'installation sur le secteur sud afin d'assurer l'alimentation électrique pour les opérations de démantèlement. L'exploitant présente la demande de raccordement n°230804L430850 du 24 novembre 2023 transmise par ENEDIS. Gaz : L'exploitant déclare que l'alimentation en gaz du secteur sud a définitivement été coupée. Il présente la facture du mois d'août 2023 d'un montant de 0 euro ainsi que les avenants au contrat du 23 et 26 novembre 2023 pour la fermeture du compteur du secteur sud. Cet avenant précise la fermeture du poste gaz référencé PDC GI 100068. Lors de la visite, l'inspection a constaté que le PDC GI 100068 correspond au poste gaz d'alimentation du secteur sud. Il présente également l'attestation de dégazage des tuyauteries de gaz naturel des 2 ateliers de maintenance et du brûleur séchoir réalisée par la société Entreprise de Soudure Renay en date du 25 octobre 2023. L'inspection constate que le risque d'incendie et d'explosion a été supprimé sur le secteur sud.
Type de suites proposées : Sans suite